

Le mouvement des gilets jaunes met dans le débat public l'ensemble de la politique sociale du gouvernement. Plus largement ce sont les politiques néolibérales mises en œuvre par les gouvernements successifs depuis des décennies qui sont en cause. Fins de mois de plus en plus difficiles, précarisation toujours accrue du travail, injustice fiscale, conditions de vie qui se détériorent, tel est le lot de la majorité de la population. Dans le même temps, l'évasion fiscale n'a jamais été aussi importante et les plus riches se sont vu offrir de multiples allègements d'impôts : suppression de l'ISF, *flat tax* de 30 % pour les revenus du capital qui ne sont plus soumis à l'impôt progressif, baisse de l'impôt sur les sociétés... Dans ces conditions, l'augmentation des taxes sur les carburants est apparue comme « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ».

En dépit d'une tentative de mainmise de l'extrême droite sur le mouvement, celui-ci se caractérise par son auto-organisation horizontale et pose l'exigence d'une démocratie réelle contre une présidence autoritaire et méprisante. A l'heure où se déroule la COP 24 en Pologne et où la lutte contre le réchauffement climatique est urgente, ce mouvement met également en évidence le lien entre la question sociale et les impératifs écologiques : les plus grands pollueurs sont exonérés de tout effort, les principales causes du réchauffement climatique ne sont pas traitées, la casse des services et des commerces de proximité et l'étalement urbain se poursuivent, les alternatives en matière de transport en commun ne sont pas développées. Dans ces conditions, ce n'est certainement pas aux classes moyennes et populaires de payer la transition écologique.

La politique du gouvernement ne répond ni à la colère sociale ni aux impératifs écologiques. Le gouvernement laisse les multinationales et les lobbys productivistes n'en faire qu'à leur tête en privilégiant toujours plus leur intérêt propre et celui de leurs actionnaires au détriment du plus grand nombre et de l'avenir de la planète. Pendant des jours, le gouvernement a campé sur une posture intransigeante, refusant le moindre geste et clamant qu'il maintenait le cap et ce, malgré le fait qu'une énorme majorité de la population soutenait ce mouvement. Cette attitude a entraîné une exaspération croissante qui a conduit à des actes de violence dont le gouvernement pouvait espérer tirer parti. Cela n'a pas été le cas et le soutien de la population est resté massif.

Le gouvernement vient d'annoncer, entre autres, le gel de l'augmentation des taxes sur les carburants. C'est un premier recul mais c'est trop peu, trop tard, car c'est de toute la politique sociale et de ses conséquences économiques et écologiques qu'il faut discuter. Alors même que la jeunesse a décidé de se mettre en mouvement pour contester les choix éducatifs du pouvoir, c'est un changement de cap qu'il faut imposer. Pour commencer, il faut répondre aux revendications syndicales en augmentant le SMIC et en revenant sur le plafonnement de l'augmentation des retraites à 0,3%, rétablir l'ISF et taxer les multinationales, en particulier Total, et les banques qui financent les énergies fossiles pour investir massivement dans l'isolation thermique des bâtiments et les énergies renouvelables.

C'est pourquoi, les soussigné.es, syndicalistes, responsables associatifs et politiques, chercheur.es, universitaires, artistes, etc., soutiennent le mouvement des gilets jaunes. Ils appellent la population à se mobiliser pour imposer une politique qui permette de mieux vivre, et à manifester dans la rue massivement le 8 décembre, journée de mobilisation internationale pour la justice climatique, en convergence avec la quatrième journée de mobilisation des gilets jaunes.

Un texte d'appel sur la situation actuelle a été rédigé par quelques un.es, membres de la Fondation Copernic, d'Attac et d'organisations syndicales et politiques. Il porte, comme vous le verrez, sur la situation actuelle. Il devrait, si tout va bien, être publié par Libération vendredi matin. Vous pouvez, le signer et vous pouvez aussi bien entendu diffuser cet appel dans vos réseaux. Les signatures sont à m'envoyer au plus tard jeudi 6/12/18 14h.